

Budget principal des dépenses

● (1540)

Cependant les besoins de ces programmes ont-ils varié? Est-ce pour cela que le gouvernement réduit les dépenses dans ce domaine? Non, les besoins ne sont pas moindres, et les coûts, loin de diminuer, augmentent. Ces réductions ont pour résultat inévitable que les provinces, moins bien placées pour trouver le financement complémentaire pour payer ses programmes, devront trouver de l'argent, et qu'elles les financeront aux dépens des contribuables qui devront soit payer plus, soit s'en passer.

Cela se produit déjà comme on le voit. Au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, quel est le groupe sur lequel sont retombés immédiatement ces programmes de restrictions? On penserait que le groupement se montrerait au moins plus sélectif, et qu'il exercerait ses compressions en commençant par le haut. Au contraire, il fait des coupes sombres au niveau des classes les plus pauvres, parmi ceux dont le niveau de vie est à peu près comparable à celui de certains peuples sous-développés d'Afrique et d'Asie, c'est-à-dire chez les autochtones. Ce sont eux que le gouvernement a choisis comme victimes de ses réductions.

Les universités et les écoles d'art et de technologie doivent réduire leurs programmes eux aussi et augmenter leurs prix. L'augmentation des tarifs d'inscription à l'une des universités de ma province, l'année dernière, était de 20 p. 100, et on en prévoit une autre pour cette année. Beaucoup d'hôpitaux, dans plusieurs villes du Canada doivent fermer, les provinces étant à court d'argent. Au fur et à mesure des réductions exercées par le gouvernement fédéral, les provinces doivent comprimer le budget des hôpitaux, alors que des centaines de milliers de gens qui attendent leur tour pour être hospitalisés.

La recherche médicale va souffrir de ces réductions. Le gouvernement s'efforce de dissimuler ce fait par des trucs de comptabilité, mais on ne peut tromper ceux qui font de la recherche médicale et qui savent que l'on impose des restrictions dans ce domaine, ce qui incite un grand nombre d'entre eux à déménager aux États-Unis.

Comment le gouvernement justifie-t-il ces restrictions? Il déclare: «Si nous n'imposions pas des restrictions, l'inflation s'accroîtrait et c'est un mal terrible pour les pauvres gens; il nous faut donc les protéger.» Entre autres moyens utilisés par le gouvernement pour tâcher de protéger les pauvres gens, on trouve la suppression des subsides versés pour le pain et le lait.

Une voix: Quelle honte!

M. Orlikow: D'autre part, il a laissé augmenter les prix de l'essence et de l'huile combustible. Ces hausses ont entraîné une plus forte inflation qui se situe à 8.9 p. 100 selon les chiffres publiés aujourd'hui. C'est presque le même taux d'inflation que celui qui existait en 1975 lorsque le gouvernement a instauré le programme de lutte contre l'inflation. Selon les chiffres d'aujourd'hui, les prix des aliments ont augmenté de 1.9 p. 100 le mois dernier et cette hausse serait attribuable en grande partie à la hausse du prix du pain. Ce sont là les conséquences des restrictions du gouvernement.

Le ministre a laissé entendre que le gouvernement pourrait réduire l'effectif de la Fonction publique d'environ 6,000 fonctionnaires sans créer trop de difficultés. Le ministre doit pouvoir très bien s'isoler dans son bureau parce que je ne crois pas que l'on puisse trouver un seul député, quel que soit son parti, qui n'ait pas rencontré des gens qui ont été à l'emploi du

gouvernement pendant des années et des années et qui sont maintenant mis à pied. J'ai entendu dire dernièrement qu'un médecin de 50 ans qui avait travaillé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pendant plus de 20 ans venait de recevoir son avis de mise à pied. Il est absurde de prétendre que ces mises à pied se font sans causer de tort sérieux, à moins de ne pas être au courant.

Le ministre affirme que le programme de restriction donne des résultats, que le gouvernement joue un rôle moins important dans l'économie, que cette dernière se porte bien et que le secteur privé absorbe les gens mis à pied. Le ministre peut jongler avec les chiffres tant qu'il voudra, mais j'aimerais toutefois le renvoyer à un article d'une page entière qui a paru dans le *Financial Times* de la semaine dernière dans lequel on s'interroge très sérieusement sur le fait que l'on ait créé quelque 400,000 emplois l'an dernier. Quel que soit le nombre des emplois créés l'an dernier, le fait est qu'il n'y a jamais eu autant de chômeurs au Canada depuis les années 30. D'après les chiffres officiels, il y avait 977,000 sans-travail le mois dernier. Tout ceux qui se préoccupent vraiment de la situation savent qu'il y a probablement 250,000 autres personnes qui ont renoncé à chercher un emploi, parce qu'à Glace Bay et Come-By-Chance à Terre-Neuve, ou dans la région du Manitoba comprise entre les lacs, il est inutile de chercher des emplois puisqu'il n'y en a pas. Voilà où le gouvernement nous a conduits avec ses politiques économiques et son programme de compressions budgétaires.

Mais en même temps qu'il empêche la modération et qu'il se tape sur le ventre, il continue de distribuer les faveurs à quelques privilégiés.

Une voix: Les gros.

M. Orlikow: Le secteur des pâtes et papiers, qui est depuis toujours un des plus efficaces et des plus rentables du Canada, a utilisé son argent en investissements étrangers, par exemple les usines qu'il a achetées aux États-Unis ou celles qu'il construit au Brésil. Ces usines étrangères finiront par concurrencer celles des sociétés canadiennes. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour cette industrie il y a quelques années seulement?

Une voix: Il a joué le père Noël.

M. Orlikow: Il lui a donné plus de 200 millions sans prévoir aucune mesure pour contrôler leurs investissements au Canada.

La construction automobile est le secteur le plus profitable du monde, mais quel moyen le gouvernement a-t-il trouvé pour l'amener à construire une usine à Windsor? Un gigantesque pourboire de 80 millions environ. Et il aimerait bien en donner un à la GM pour qu'elle construise une usine au Québec. Quelle raison avons-nous de distribuer les pourboires aux constructeurs d'automobiles? Ils gagnent des centaines de millions de dollars au Canada, et continuent à en gagner des centaines de millions chaque année. Pourquoi ne pas les forcer à construire leurs usines au Canada, s'ils veulent vendre des voitures au Canada? La raison est que le gouvernement n'a pas de stratégie industrielle.

Dans ses efforts pour boucher les trous, le présent gouvernement va de désastre en désastre. Ce soi-disant gouvernement libéral est en train de faire sien, peu à peu, le programme électoral du parti conservateur. Il déterre les politiques économiques de Herbert Hoover et de R. B. Bennett, ce qui aura les